

## Communiqué de la Conférence épiscopale panaméenne

13 janvier 2017

Nous, évêques de l'Église catholique au Panama, nous sommes réunis à l'occasion de la première Assemblée générale annuelle, du 9 au 13 janvier 2017, pour analyser, réfléchir et jeter la lumière sur la réalité ecclésiale et sociale du pays. Cela n'aurait pu être possible sans le soutien et l'aide de nombreux collaborateurs ainsi que ceux qui travaillent dans les différents services de la Conférence épiscopale, et les personnes qui, par la nature même de leur travail, nous ont éclairés et ont apporté une précieuse contribution pendant cette assemblée.

### I. Réalité ecclésiale

#### 1. Les JMJ, une impulsion missionnaire

Avec l'annonce de la célébration de la Journée mondiale de la jeunesse au Panama en 2019 et le thème qui lui a été attribué (1), nous avons lancé concrètement le processus de préparation de cet événement mondial que nous nous engageons à vivre comme une expérience de communion ecclésiale autour de la figure du Saint-Père. En tant que conférence épiscopale, nous assurons l'organisation des « Journées en diocèses » par l'intermédiaire de la Commission interdiocésaine qui, composée elle-même de délégués de chaque diocèse, fonctionnera en coordination avec le Comité d'organisation local (COL) des JMJ, placé sous la présidence de l'archidiocèse de Panama. Nous exhortons nos fidèles à intensifier leur prière pour les JMJ ainsi qu'à ouvrir les portes de leurs cœurs et de leurs maisons afin de créer des conditions spirituelles et structurelles aux centaines de milliers de jeunes pèlerins qui convergeront vers notre pays. Bientôt, nous nous retrouverons tous avec nos jeunes à Chitré, lors de la 38e rencontre nationale du Renouveau de la jeunesse, du 2 au 5 février. C'est toujours une espérance pour nous d'expérimenter le visage jeune et joyeux de l'Église, et d'encourager nos jeunes à se tenir prêts à devenir disciples et missionnaires de la miséricorde du Père.

#### 2. La non-violence, un mode de vie

En guise de contribution au monde, l'Église catholique commence l'année en célébrant le 1er janvier, la Journée mondiale pour la paix. À cette occasion, le pape François nous a offert dans son message, une proposition de vie intitulée « La non-violence : un style politique pour la paix » (2). Nous sommes tous convaincus que nous vivons dans un environnement violent à tous les niveaux de notre vie : à la maison, dans la rue, dans les médias, dans les réseaux sociaux ; ces derniers sont devenus pour beaucoup de personnes une source de terreur et d'abus, car sans aucun contrôle, on télécharge du contenu sans en mesurer ni les conséquences ni l'exactitude. Nous n'avons pas dépassé l'esprit de vengeance, les divisions, les simulacres de procès non plus dans les cas de corruption, ni dans les agissements et débats politiques qui nous font honte et nous font perdre la face devant les étrangers, mettant ainsi en danger les institutions et la justice. Nous avons besoin de faire une pause et de décider si nous voulons persévérer dans la spirale de violence ou si nous souhaitons changer radicalement cette réalité. Pour le pape, il est clair que « la paix a des conséquences sociales positives et permet un réel progrès. Par conséquent, nous devons investir tous les espaces dans la mesure du possible et emprunter des chemins de paix, même si lesdits chemins semblent ambigus et irréalisables ».

#### 3. La protection de l'enfance, en particulier la plus vulnérable

Nous faisons écho à la préoccupation du Saint-Père François, exprimée dans la lettre sur l'enfance, qu'il a adressée aux évêques du monde entier le 28 décembre 2016. Nous nous félicitons de l'appel du

pape, car, à l'instar de Saint Joseph, nous défendons la vie de nos enfants qui souffrent de la soif de pouvoir de ces nouveaux « Hérode » et en prenons soin avec courage. Ces derniers volent leur innocence déchirée sous le poids du travail, de l'esclavage, de la prostitution et de l'exploitation, mais aussi par l'émigration forcée, quand ils tombent entre les mains de gangs, de mafias, de marchands de mort qui ne font que les englober et exploiter leur situation précaire. Nous réitérons notre engagement pour la « tolérance zéro » face aux abus sur mineurs commis par des prêtres. « L'Église pleure amèrement ce péché commis par ses enfants et demande pardon ».

Comme nous l'annonçons dans notre document « Protéger notre trésor », nous avons mis en place les mesures nécessaires pour protéger nos enfants contre de tels crimes.

## II. Réalité nationale

### 4. Une éducation sexuelle « au sein de » et « avec » la famille

C'est également avec une grande préoccupation que nous voyons des tentatives pour nous imposer la « théorie du genre » à travers le système éducatif, théorie que le pape a souvent dénoncée comme une nouvelle colonisation, impulsée par des organisations internationales qui conditionnent leur aide économique aux pays, privant ainsi ces derniers de leur liberté et de leur souveraineté. L'Église a toujours affirmé que les parents ont le devoir et le droit d'être les premiers, les principaux et les irremplaçables éducateurs de leurs enfants, également sur le plan sexuel et moral. Nous réaffirmons notre engagement à soutenir une loi sur l'éducation sexuelle qui forme les enfants et les adolescents sans faire violence à leur dignité par des notions réductrices d'une sexualité banalisée et appauvrie.

### 5. Un système éducatif en ruines

Nous ne pouvons plus occulter que notre système éducatif s'est complètement effondré. L'une des preuves les plus convaincantes est l'augmentation des échecs scolaires, qui non seulement fait ressortir le recul du système scolaire, mais révèle également l'échec de l'ensemble de la société panaméenne : le ministère de l'éducation, les étudiants, les parents, les éducateurs et les médias. Il est nécessaire de revenir à un idéal de l'éducation, qui consiste à en faire une mission, un service, une vocation, plutôt qu'à la réduire à une simple profession. Malgré d'importants appels répétés, des analyses et des propositions par différents secteurs de la société, y compris l'Église catholique, nous n'avons pas été en mesure de freiner et d'abandonner nos antagonismes, pour reconnaître nos faiblesses et nous lancer dans la recherche d'une politique éducative qui dépasse les gouvernements et garantisse aux enfants et aux jeunes une éducation intégrale, non seulement dans le domaine académique, mais aussi aux niveaux humain et spirituel. L'un des principaux piliers de notre développement dans tous les domaines est la personne humaine, et si nous ne nous penchons pas en priorité sur le problème de l'éducation, nous menons notre pays à un suicide social, politique et économique.

### 6. Passer de l'assistanat à la promotion humaine

Nous connaissons la situation de pauvreté et les difficultés dans lesquelles vivent nombre de nos frères, comme indiqué dans le dernier rapport du MEF (3). Nous savons que la situation sociale reste difficile. Trop de besoins essentiels ne sont pas encore assurés dans un pays doté cependant de grandes richesses. La dette sociale réclame à grands cris une nouvelle politique de développement du pays, pour créer des emplois décents, instaurer une éducation en ligne en harmonie avec la demande actuelle, où les jeunes puissent trouver une alternative à ce que leur proposent les narcotrafiquants, la drogue ou les gangs criminels, avec ce que cela entraîne de destruction et de mort. Nous savons, dit le pape François, que « Tant que ne seront pas résolus radicalement les problèmes des pauvres, en

renonçant à l'autonomie absolue des marchés et de la spéculation financière, et en attaquant les causes structurelles de la disparité sociale, les problèmes du monde ne seront pas résolus, ni en définitive aucun problème. La disparité sociale est la racine des maux de la société » (Evangelii Gaudium, n. 202) (4). Tout en servant les aspects économiques et matériels, le développement humain pour l'Église catholique accorde la primauté aux valeurs humaines les plus élevées : les valeurs de la culture, de la liberté – entendue non pas comme liberté de mœurs et débauche des instincts mais comme capacité de choix autonome et responsable – un engagement social pour le bien commun, une participation. Par conséquent, le développement durable doit être axé sur la création d'opportunités pour l'autogestion, une formation moderne, permettant à l'être humain d'accéder à l'indépendance économique et politique. Ce doit être également un développement qui s'engage à respecter à la fois la dignité de la personne et le bien commun. L'assistanat ne suffit pas, même si parfois cela est nécessaire dans certaines situations d'urgence.

## 7. Éthique v/s corruption

Notre pays est entaché par des actes de corruption qui mettent en péril les citoyens et l'image de notre pays. À ce stade de l'histoire du pays, les paroles de Jean-Paul II sont plus appropriées que jamais quand il dit : « s'il n'existe aucune vérité dernière qui guide et oriente l'action politique, les idées et les convictions peuvent être facilement exploitées au profit du pouvoir. Une démocratie sans valeurs se transforme facilement en un totalitarisme déclaré ou sournois, comme le montre l'histoire » (Jean-Paul II : Centesimus annus, n. 46) (5). Aujourd'hui, nous discutons de ce qu'est la vérité, dans un pays où il semble que personne ne croit en personne. C'est normal étant donné le manque d'éthique et de morale qui sévit aujourd'hui à tous les niveaux de la société panaméenne. Cette détérioration sociale a conduit à une spirale dangereuse d'affrontements et de confrontations, conséquences de la désillusion et de la colère des citoyens. Comme l'indique si bien le pape François, « ce sont les pauvres et les hôpitaux privés de médicaments qui paient la facture de la corruption, les malades qui n'ont pas accès aux soins et ne bénéficient d'aucun accompagnement spirituel, les enfants sans éducation ni catéchèse ». Par conséquent, pour contrer la corruption, il est nécessaire que chacun assume sa culpabilité, éprouve du repentir et entreprenne la restitution des biens mal acquis, sans cela nous continuerons à naviguer dans un océan d'impunité et d'escroquerie. Chacun doit être ouvert aux exigences de la solidarité et du bien commun. La pauvreté n'est pas seulement une question économique ; il s'agit également d'une question morale et culturelle. C'est cette pauvreté morale et culturelle qui empêche encore d'entreprendre les changements nécessaires. Nous maintenons fortement que nous devons revenir à l'éthique et à la morale comme moyens de nos actions. Nous ne pouvons pas persister à regarder dans une autre direction, ignorant notre responsabilité d'apporter les changements dont le pays a besoin. Nous sommes conscients que la patrie n'est pas une propriété, mais un héritage, que nous devrions être en mesure d'accepter, de protéger et de développer ; c'est un bien commun et en tant que tel, ce n'est pas seulement un cadeau mais aussi une responsabilité. Panama ne mérite pas de vivre une expérience si douloureuse et choquante, qui affecte un nombre important de Panaméens et de Panaméennes.

## 8. Le Panama, un pays solidaire et fraternel

Le Panama a toujours été un pays solidaire et fraternel envers les migrants, cependant, les frictions qui ont eu lieu avec des étrangers de plus en plus nombreux dans le pays ont mis à mal cette tendance à l'ouverture. Le pape François a dit qu'on ne peut pas fermer son cœur à ceux qui viennent d'autres pays, mais que les gouvernements devraient faire preuve de prudence et anticiper leur installation et leur intégration. Il ajoute : « Des réfugiés, des immigrés qui ne sont pas bien intégrés, se transforment en ghetto. Le fait qu'une culture ne se développe pas en relation avec d'autres cultures, constitue un danger. » Nous exhortons venus d'ailleurs à considérer, en guise de gratitude, cette nation comme une

part d'eux-mêmes. Affirmez avec nous cet amour fraternel en respectant et valorisant ce peuple qui, par tradition, est accueillant, aimable et hospitalier. Panama est votre deuxième patrie, vous en faites déjà partie.

Que Marie, Notre Dame de La Antigua, nous aide à nous rapprocher, à être accueillants et serviteurs de Jésus en ses frères les plus petits et les plus nécessiteux.

(1) « Voici la servante du Seigneur ; que tout m'advienne selon ta parole. »

(2) DC 2017, n. 2525, p. 54-59.

(3) Ministère de l'économie et des finances panaméen.

(4) DC 2014, n. 2513, p. 61.

(5) DC 1991, n. 2029, p. 541-542.